



# **Des propositions pour dépasser le dilemme croissance/décroissance**

Jean Gadrey

Utopia

1<sup>o</sup> avril 2008



**1.**

## **Une démarche**

**Un objectif de plein emploi de qualité, d'utilité sociale et écologique**

**« Déglobaliser » l'analyse des activités et des besoins**

**Aucun préalable concernant la croissance et les gains de productivité**



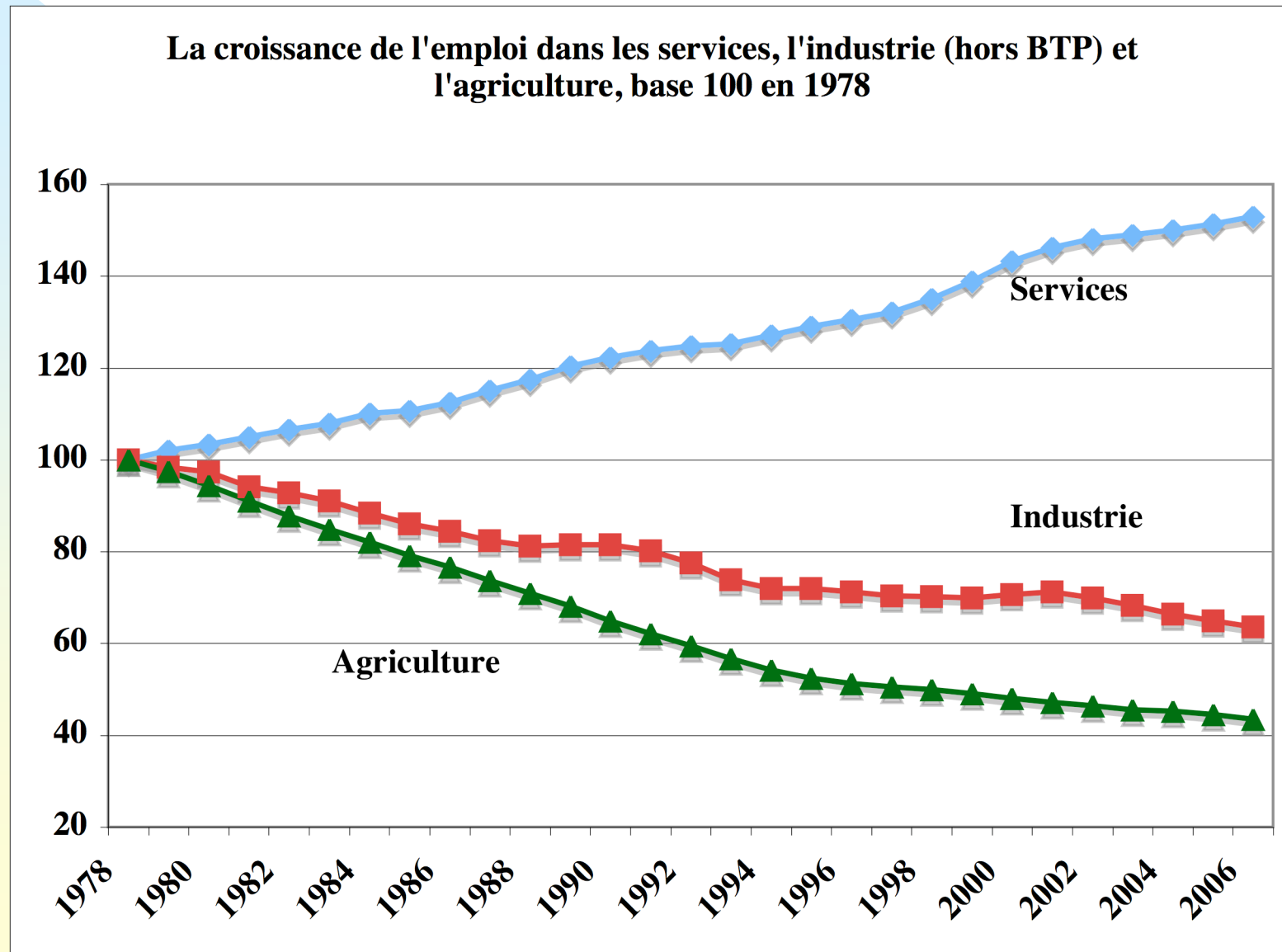
**2.**

**Balayage de quelques idées  
contestables**

## **Idée contestable 1**

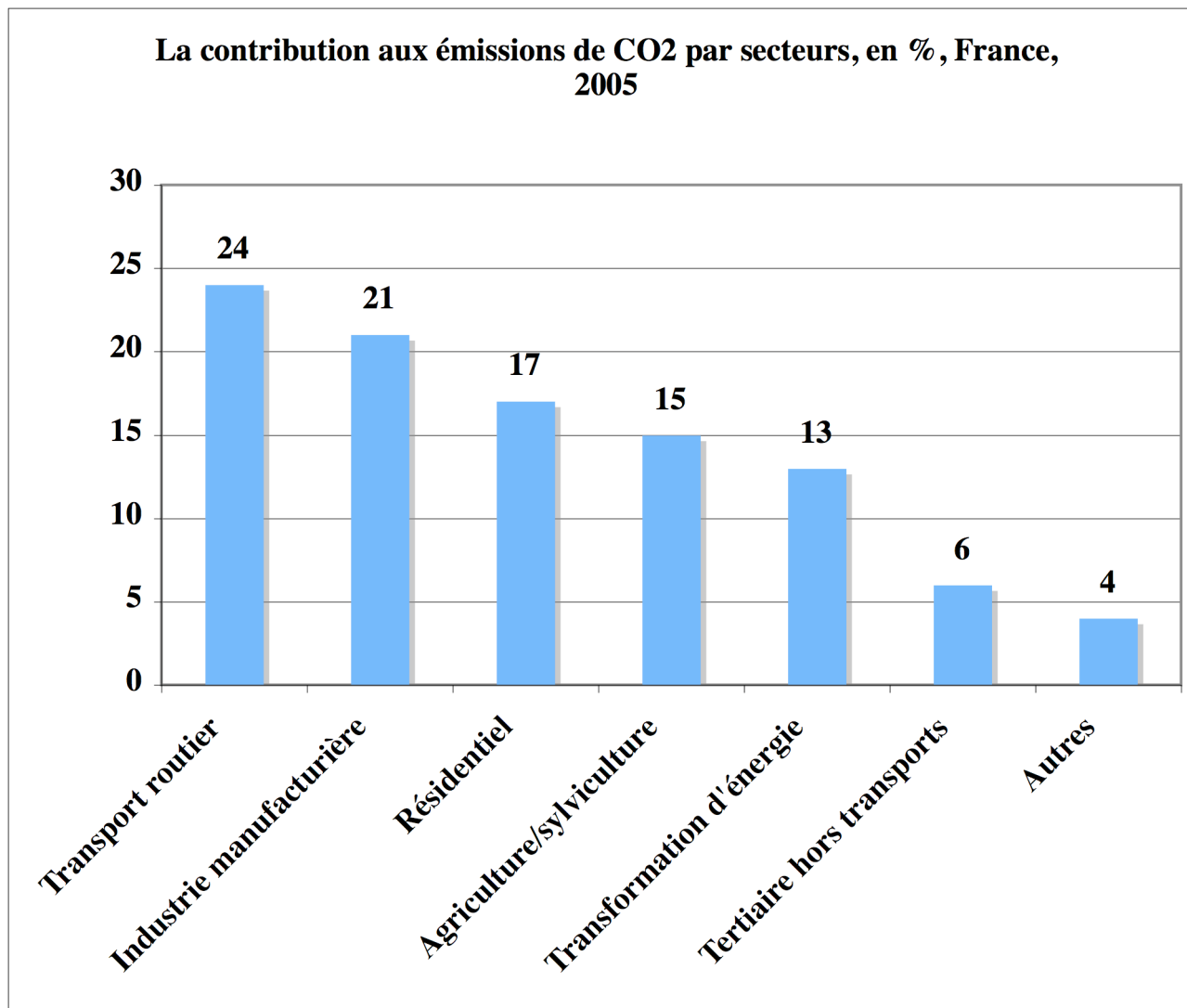
**Il faut développer en priorité les services (hors transports « pollueurs »), c'est bon pour l'emploi et pour le « développement durable ». Pour l'emploi, graphique suivant :**

# Les services, seuls grands pourvoyeurs d'emplois...



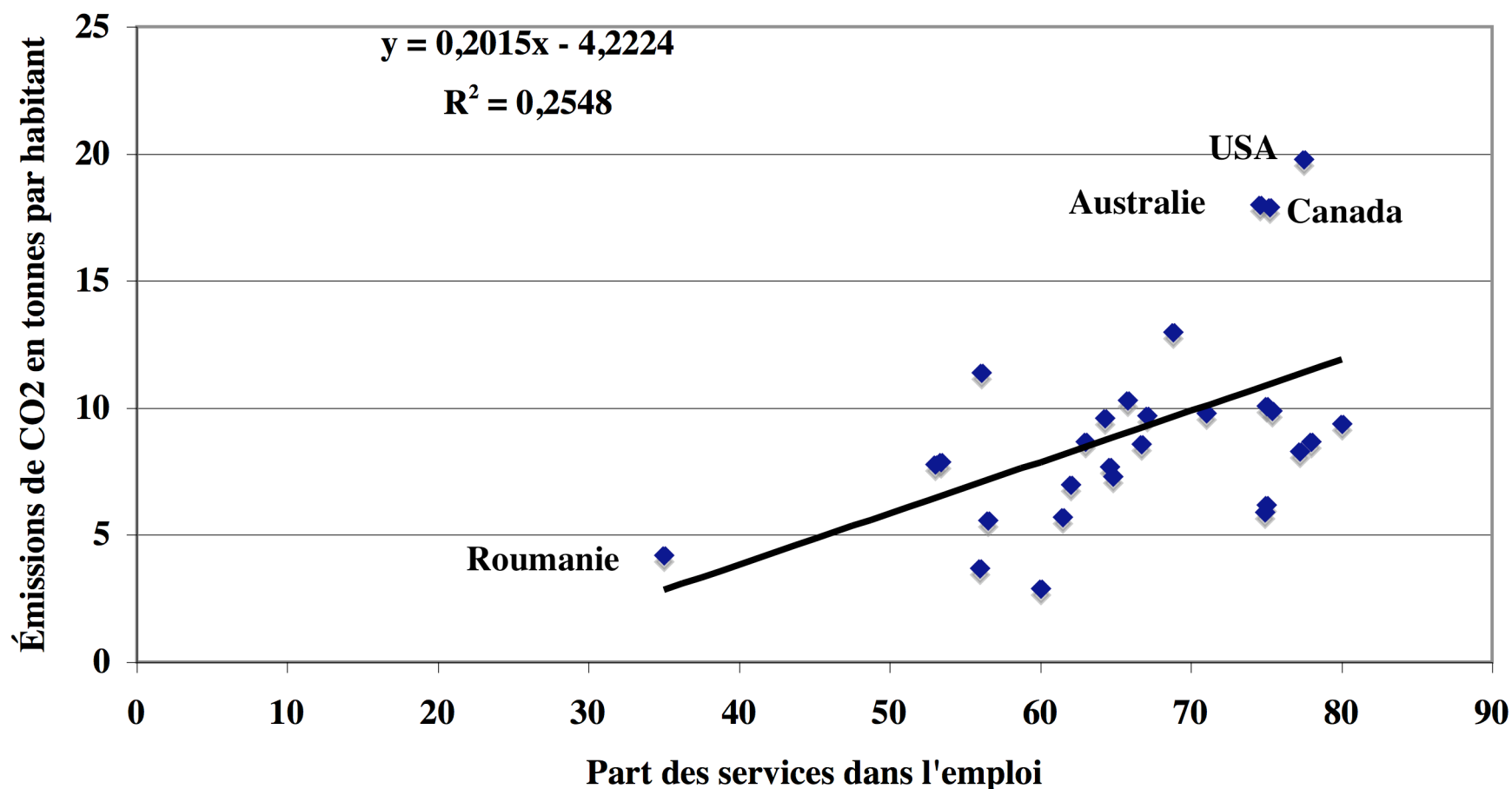
## Les services (hors transports) semblent d'une extrême « légèreté » écologique...

Si l'on rapporte ces chiffres au nombre d'emploi par secteur d'activité, l'industrie serait 19 fois plus polluante que les services (par emploi), l'agriculture 50 fois plus, les transports routiers 90 fois plus, et le secteur de l'énergie 190 fois plus !



... mais les économies les plus tertiaires sont plutôt plus polluantes, même si les émissions/hab. peuvent aller de 1 à 4 pour un même taux de tertiarisation...

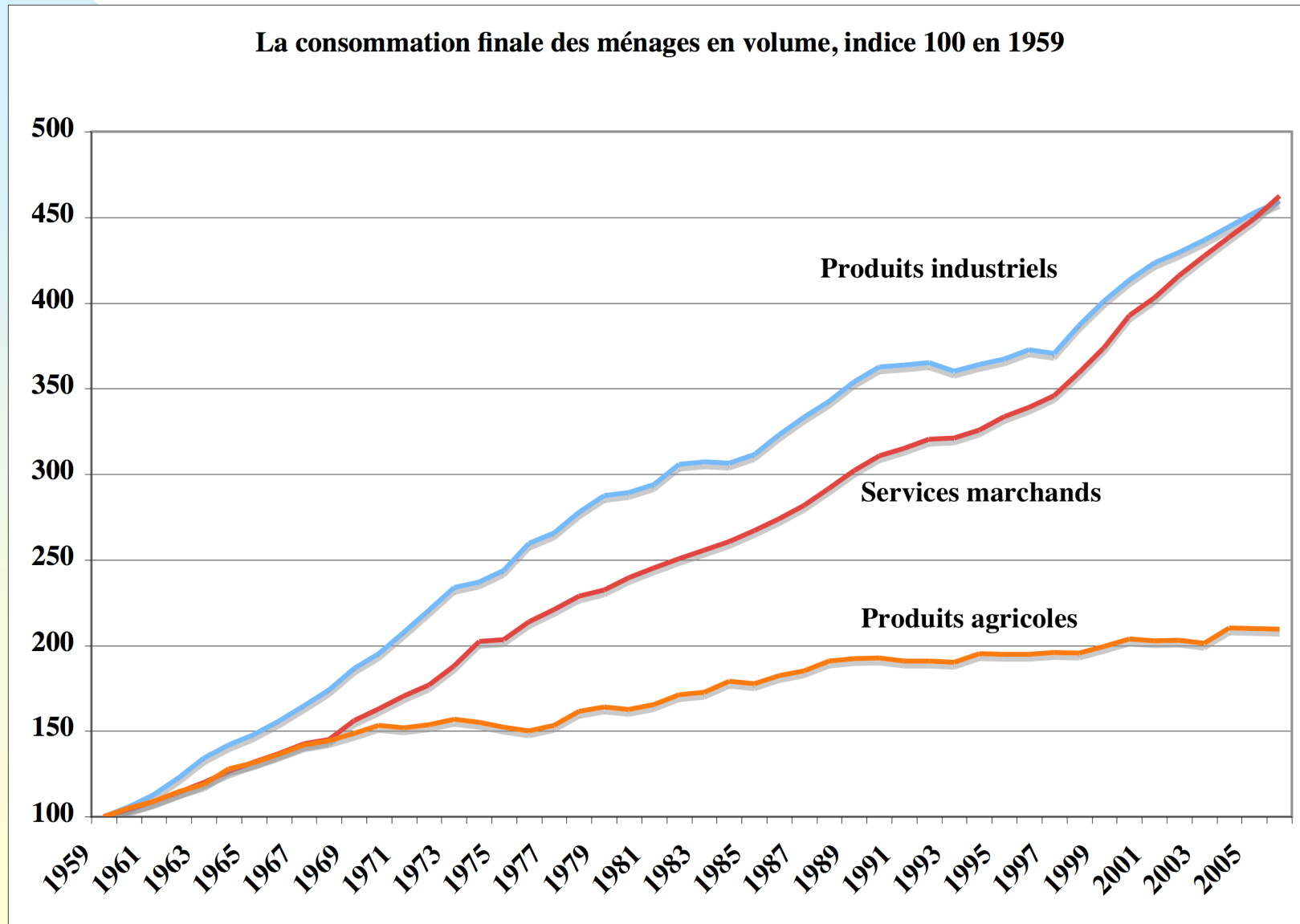
28 pays de l'OCDE et de l'UE : part des services dans l'emploi et émissions de CO2 par habitant en 2003-2004 : une tendance à la progression des émissions avec la tertiarisation



**En réalité, les services n'ont pas le pied écologique si léger pour deux raisons :**

- Ils exigent une multitude de transports, variables selon les cas, et leurs machines et infrastructures peuvent être écologiquement « lourdes », y compris les NTIC.**
- L'expansion de la demande de services n'a été possible que parce que la production des biens matériels de base (se nourrir, se loger, se vêtir...) a fait l'objet de fantastiques gains de productivité « brute » obtenus, au cours des cinquante dernières années, en surexploitant les ressources naturelles au-delà de leurs capacités de régénération.**
- Et d'ailleurs (graphique suivant) ...**

... depuis un demi-siècle, notre consommation de biens industriels a progressé autant que celle des services marchands...

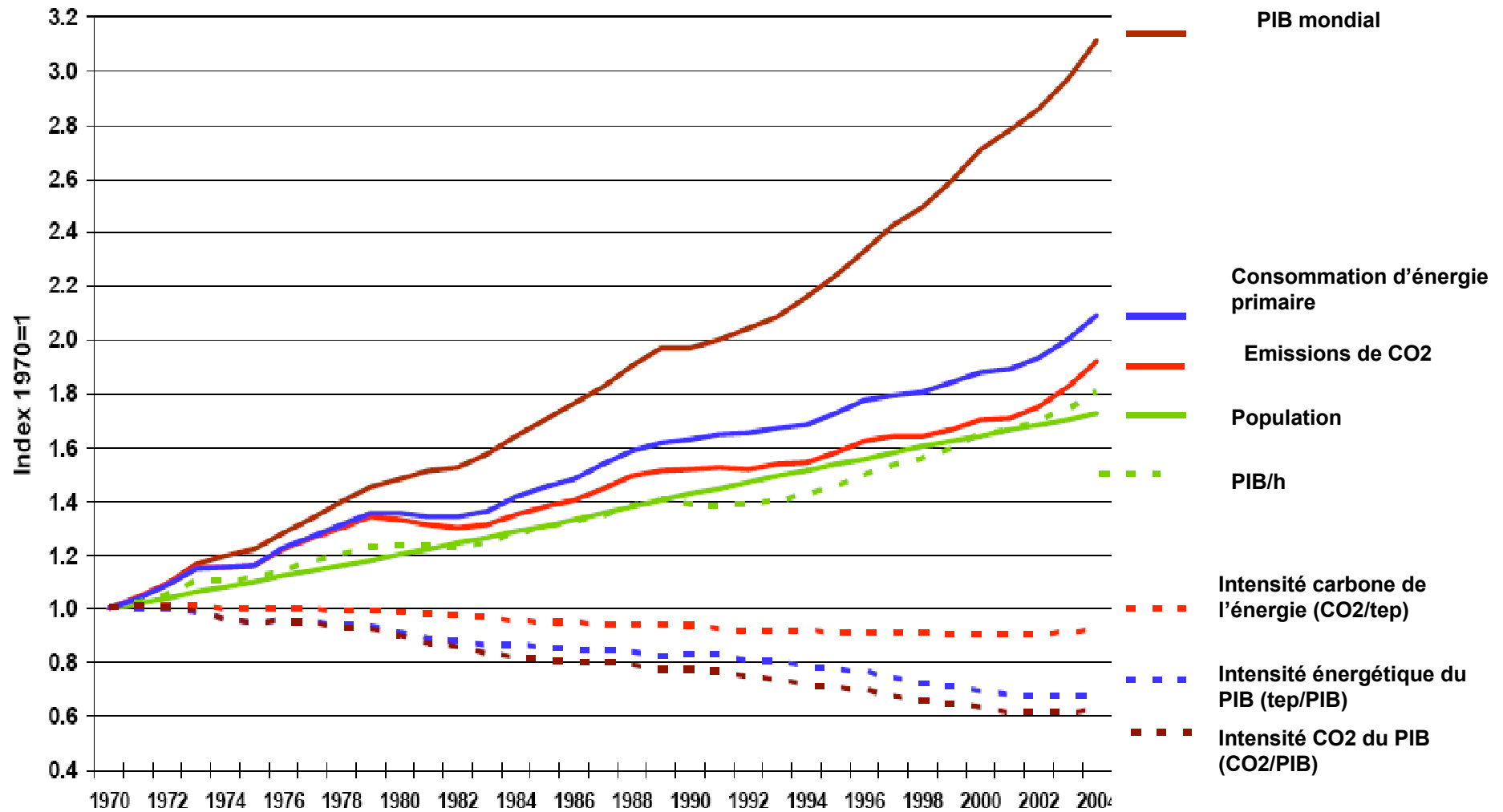


**La « société de services », telle qu'elle s'est développée, en s'appuyant sur un productivisme « insoutenable » appliqué dans les autres secteurs, mais aussi parfois dans les services, est sans le savoir une société hyperindustrielle et hypermatérielle, non viable à terme sous sa forme actuelle.**

## **Idée contestable 2**

**Il y a de moins en moins d'émissions,  
d'énergie et de ressources matérielles  
par unité de PIB. Cette  
« dématérialisation », c'est le  
développement durable en marche.**

À l'échelle mondiale, « l'intensité CO<sub>2</sub> » du PIB a diminué depuis 1970, mais beaucoup moins vite que la progression du PIB. Résultat : les émissions globales, les seules qui comptent pour la durabilité, ont presque doublé !



## **Idée contestable 3 : le salut par les NTIC et la « société de l'information »**

**Les NTIC, *utiles à certains égards*, ne constituent pas non plus « la » solution pour assurer la durabilité du développement. Leur empreinte écologique est et restera lourde, car elles ne sont nullement immatérielles, bien au contraire.**

**Un ordinateur = 1,3 t d'émissions de CO<sub>2</sub> et 1,8 t de matériaux divers**

### 3.

**Progression de l'emploi agricole et de l'énergie  
sous l'effet des gains de durabilité.**

**Le « made in près de chez soi » comme gisement  
d'emplois durables.**

**Les mesures actuelles de la croissance et des  
gains de productivité sont inadéquates.**

**Les produits « propres » ou « verts » (« bio », recyclables, de plus longue durée de vie, impliquant moins de transport et d'énergie, moins de rejets, etc.) exigent et exigeront plus de travail par unité produite que les produits pollués ou polluants issus des procédés productivistes qui surexploitent les ressources.**

**Ne plus surexploiter la nature et gérer ses « services » avec précaution est bon pour l'emploi (au moins dans certaines branches où la demande ne devrait pas faiblir) mais mauvais pour la productivité du travail « brute », celle qui n'enregistre pas les gains ou les pertes de qualité écologique des produits et processus.**



**L'agriculture : une révolution verte créatrice d'emplois en grand nombre, pour contrer la crise alimentaire mondiale en respectant l'environnement**

**200 heures de travail pour produire un quintal de blé de l'an 1000 jusqu'au 18<sup>ème</sup> siècle, 30 heures vers 1950. Aujourd'hui 2,5 heures. Remarquable contribution à la croissance ! Dans les pays « riches », 2 à 3 % d'actifs peuvent nourrir tous les habitants, et plus si le solde du commerce extérieur est positif !**

**Seulement voilà : le blé moderne est issu d'une agriculture de plus en plus intensive qui produit, en même temps que le blé, de considérables externalités négatives. Il incorpore toute une série de caractéristiques non durables.**

*Les mesures de la productivité et de la croissance les ignorent.*

**Pour en tenir compte, il faudrait déduire de la valeur du blé « pollueur » la valeur estimée des nombreux dommages collatéraux que sa production et son transport entraînent. En France, on peut estimer que la productivité ainsi « corrigée » de l'agriculture intensive serait divisée par deux ou plus par rapport à sa valeur brute, en fonction du mode d'évaluation des dégâts écologiques et de la déplétion du pétrole.**

**Si l'agriculture industrielle était convertie par étapes en un système durable, on n'en reviendrait pas pour autant au Moyen-âge. Il s'agirait même d'une « modernisation » exigeant des innovations, mais il faudrait envisager un retournement inattendu : l'emploi dans l'agriculture, qui n'a cessé de décroître depuis la révolution industrielle (il ne représente guère plus de 3 % de l'emploi total en France, contre 27 % en 1954), devrait augmenter pour satisfaire une demande durable, avec des « prix durables » (plus élevés) incorporant les exigences nouvelles. Il en irait de même de la valeur ajoutée de ce secteur : son poids dans le PIB progresserait nettement.**

On aurait alors une forte baisse de la productivité, *mesurée selon les méthodes actuelles*, mais l'emploi progresserait, à production donnée en quantités brutes (par exemple les quintaux de céréales). Croissance zéro (dans ce secteur), emploi en hausse ? Impossible, selon les mesures standard. Possible si l'on tient compte des nécessaires gains de qualité et de durabilité, nouveaux grands gisements d'emplois du « développement durable ». En réalité, si l'on était capable d'intégrer les gains de qualité et de durabilité dans les mesures des variations de prix et de productivité, il est probable que l'on assisterait non pas à une baisse de la productivité, mais plutôt à des gains.

**En France, une agriculture durable et de proximité, avec pour objectif un haut degré de souveraineté alimentaire, ce qui ne veut pas dire le protectionnisme, pourrait représenter à terme entre 1,5 et 2 millions d'emplois contre moins d'un million aujourd'hui. Il n'y a en France que 1,7 % de fermes bio contre 9 % en Autriche. Il faudrait passer à 10 ou 20 fois plus. Par ailleurs, l'exploitation raisonnée et durable de la biomasse (l'une des multiples énergies renouvelables, dont fait partie le bois-énergie) pourrait à elle seule exiger 150 000 emplois agricoles nouveaux.**

**Les énergies renouvelables et les activités d'économie d'énergie devraient créer, vague d'innovation à l'appui, des centaines de milliers d'emplois**

**Scénario 2006 de l'association négaWatt : renouvelables + efficacité énergétique + réduction des gaspillages**

**L'usage de l'électricité doublerait à *consommation de Kwh stabilisée*, les émissions de GES seraient divisées par 4.**

**Emplois d'ici 2050 : réhabilitation des logements (100 000 emplois), éolien (200 000), photovoltaïque (150 000), exploitation raisonnée de la biomasse (maintien en activité de 150 000 agriculteurs). Ces emplois, pour la plupart non délocalisables, contribueraient au développement local. Cela fait autour de 600 000 emplois ajoutés**

**La croissance de l'emploi et la stagnation du nombre de Kwh produits conduiront à enregistrer une nette baisse de la productivité et une croissance zéro du volume de la production.**

**Mais ces calculs oublient deux choses :**

**1) Si, avec un Kwh, on obtient deux fois plus d'usages, ce sont ces derniers et eux seuls qui comptent dans le « bien-être matériel » lié à l'énergie.**

**2) un Kwh « propre » n'est pas un Kwh « sale » : le premier ne produit pas les externalités négatives du second. Pour pouvoir refléter ce qui compte vraiment en termes de bien-être durable (la « valeur d'usage durable »), il faudrait que la mesure des gains de productivité (et donc des prix unitaires, du pouvoir d'achat, etc.) soit capable d'enregistrer le « volume » de l'utilité finale et les gains de durabilité écologique (par exemple via les coûts des dommages évités à long terme). C'est une piste à creuser.**

## **Le « made in près de chez soi » comme gisement d'emplois durables**

**Il faudra privilégier des activités de proximité, économes en transports, plus riches en liens sociaux, rapprochant non seulement physiquement la production de la consommation, mais aussi les réseaux de producteurs, de distributeurs et de consommateurs, en y faisant fonctionner de *la coopération territorialisée*. C'est la « relocalisation ».**



**3.**

**services gagnants,**

**services perdants**

**Les services territorialisés sont très divers, et les externalités qu'ils génèrent dépendent de choix d'organisation et de localisation.**

**La grande distribution n'a pas la même empreinte écologique que le petit commerce de quartier organisé en coopératives liées à des coopératives de producteurs proches.**

**Les services publics qui, sous des « impératifs de productivité », suppriment des bureaux ou agences de proximité pour concentrer leur production dans des centres regroupés, augmentent leurs atteintes à l'environnement tout en diminuant leur utilité sociale.**

**Les services à domicile aux personnes âgées induisent bien plus de déplacements que les lieux de vie de quartier, etc.**

**L'organisation spatiale et sociale de tels services est donc plus importante que leur qualificatif commun de « services de proximité » pour un bilan écologique.**

**Mais l'avenir de l'emploi dans les services dépend aussi d'une évaluation des besoins, en portant un jugement sur l'utilité sociale et écologique de ces besoins, sur leur universalité, et sur leurs modes alternatifs de satisfaction.**

**Des besoins légitimes existent en direction des personnes âgées et de la petite enfance, même si les réponses (par exemple à domicile ou non) n'ont pas la même valeur sociétale durable, et dépendent des souhaits des personnes elles-mêmes et de la qualité des options, qualité humaine comprise.**

**Pour avoir, en France, la densité suédoise de « services sociaux » (éducation, santé, action sociale, services aux personnes âgées et à l'enfance, collectivités publiques), il nous faudrait trois millions d'emplois supplémentaires, et de bien meilleure qualité !**

**Ce chiffre ne signifie pas que l'on peut copier des modèles nationaux, ni que les services suédois en question soient tous écologiquement viables, mais il indique une marge de création d'emplois utiles dont l'écologie devrait être étudiée.**

**Se pose ici la question de l'égalité d'accès à ceux des services, très nombreux, que l'on peut associer à des droits universels existants ou à conquérir, sous contraintes écologiques (un autre droit).**

**Si le poids des « services sociaux » est plus fort dans les pays nordiques, c'est aussi parce l'on y considère que tous doivent pouvoir y accéder, quitte à ce qu'ils soient gratuits ou très peu chers pour les personnes à bas revenus.**

**L'avenir de l'emploi dans ces services dépend donc aussi, toujours sous contrainte écologique, de choix entre les solutions marchandes concurrentielles, où l'accès est conditionné par les revenus, et les solutions « universelles », qu'elles soient directement prises en charge par l'État ou les collectivités locales, ou qu'elles prennent la forme de partenariats.**

**D'autres services publics ou universels de proximité, associés à des droits à affirmer, devraient être considérés, notamment pour le logement (avec des emplois à la clé dans les trois grands secteurs), moyennant des bilans écologiques en stock et en flux.**

**L'emploi dans l'économie sociale et associative (recoupant partiellement celle des services de proximité aux personnes) a progressé de 15 % depuis 2000 et représente 10 % de l'emploi total, plus très loin de l'industrie avec ses 13,8 %.**

**La qualité de l'emploi y est inégale et parfois faible, leur écologie est peu prise en compte, mais leur utilité sociale fait peu de doute dans la plupart des cas.**

## **Les services perdants**

**En tête des services perdants, on trouve les transports routiers et aériens (et, de façon désormais non négligeable, le transport maritime), et avec eux nombre d'autres services et activités agricoles et industrielles qui en dépendent fortement.**

**80 % du transport de marchandises en France (hors transit) est aujourd'hui assuré par la route, contre moins de 40 % en 1970.**

**Un meilleur avenir est promis aux transports les plus doux, dont le transport ferroviaire.**

**Parmi les services les plus dépendants des transports, le tourisme international et le tourisme d'affaires fondés sur le transport aérien vont sombrer, entraînant dans leur chute certaines économies qui en ont fait le pivot de leur développement, sauf si des reconversions sont organisées rapidement.**

**Mais d'autres secteurs seront touchés, dont le courrier, certaines formules de distribution à forte empreinte carbone, etc.**

**L'organisation internationale de nombreuses activités et des firmes globales sera également affectée.**

**4.**

**Un tableau de synthèse sur les perspectives de  
l'emploi à long terme en France**

**Vers un retour relatif de l'emploi des secteurs  
primaires et secondaires ?**

<b>Secteurs</b>	<b>Enjeux</b>	<b>Tendances de l'emploi d'ici 2050</b>
<b>Agriculture, sylviculture, pêche</b>	<p><b>Agriculture bio de proximité comme axe majeur de développement.</b></p> <p><b>Exploitation durable des forêts et de la biomasse.</b></p> <p><b>Pêche durable.</b></p>	<p><b>Croissance globale dans l'agriculture et la sylviculture, avec des contrastes selon les bilans écologiques des productions. Forte décroissance de la pêche.</b></p>
<b>Industrie manufacturière</b>	<p><b>Réduction forte des volumes de matières et d'émissions par unité de service final.</b></p> <p><b>Relocalisation partielle, prime aux PME de proximité.</b></p> <p><b>Croissance de nouveaux secteurs fondée sur des innovations de durabilité des produits.</b></p>	<p><b>Réduction de l'emploi freinée par une limitation du productivisme et de la logique des firmes globales. Reconversions possibles dans certains cas.</b></p>
<b>Énergie</b>	<p><b>Passage volontariste aux énergies renouvelables. Tarification sociale en fonction des revenus. Compromis entre des énergies renouvelables à forte empreinte spatiale (biomasse...) et d'autres à plus grande intensité de matières (photovoltaïque, barrages, éolien). Passage à une société sans pétrole. Sobriété et efficacité énergétiques.</b></p>	<p><b>Croissance forte d'ici 2050 dans ce secteur et dans tous ceux qui concourent aux économies d'énergie, dont le bâtiment, le chauffage, etc.</b></p>

<b>Bâtiment et urbanisme</b>	<b>Économies d'énergie et de matières, urbanisme durable, réhabilitation, « villes lentes », proximité.</b>	<b>Croissance pour les décennies de transition (réhabilitation d'abord)</b>
<b>Transports</b>	<b>Décroissance organisée des transports émetteurs de GES et d'autres pollutions et des productions associées à la société de l'automobile, du camion et de l'avion. La vitesse en question. Montée en puissance des transports plus doux et plus lents. Réflexions sur les inducteurs de transport.</b>	<b>Forte décroissance de l'emploi, sauf dans les transports collectifs les plus écologiques prenant en partie le relais. Au total, la mobilité pourrait ne pas décroître.</b>
<b>Commerce</b>	<b>Priorité à un commerce de proximité lui-même lié à des coopérations de producteurs de proximité. Centrales de coopération. Décroissance du système des grandes surfaces et de leurs horaires asociaux.</b>	<b>Probable croissance de l'emploi au total, pour une distribution moins productiviste et moins concentrée.</b>

<b>Réparation, recyclage, entretien...</b>	<b>Parmi les activités les plus importantes de la durabilité. Une partie pourrait contribuer aux reconversions industrielles (industrie « servicielle »). Recyclage des déchets solides contre incinération, etc.</b>	<b>Forte croissance</b>
<b>Location de biens</b>	<b>Permettre un partage écologiquement efficace de l'usage des biens.</b>	<b>Croissance</b>
<b>Artisanat</b>	<b>Rôle important dans la proximité : réparation, entretien, recyclage...</b>	<b>Croissance</b>
<b>Postes</b>	<b>Comment réduire 1) les émissions par unité de courrier ou de colis, 2) les flux ? Incidences sur la qualité de service, sur la VPC, etc.. Prime au courrier électronique.</b>	<b>Réduction nette (déjà entamée, mais sur une base productiviste aux multiples externalités négatives).</b>
<b>Télécommunications et réseaux informatiques, ordinateurs</b>	<b>Empreinte écologique (matériaux, émissions) et empreinte eau des terminaux et des réseaux, valeur d'usage durable. Recherches sur les dommages sur la santé. Innovations pour verdir les produits et infrastructures.</b>	<b>Ralentissement de la croissance dans les pays riches, progression ailleurs, sous contraintes écologiques.</b>

<b>Banques, assurances, immobilier</b>	<b>Les crises financières et immobilières pousseront à des formes de contrôle public ou de propriété publique, tout comme la nécessité de retrouver une maîtrise du foncier. Établissements de proximité. Nouvelles monnaies locales.</b>	<b>Réduction</b>
<b>Services aux entreprises et adm. hors postes et téléc.</b>	<b>Pour les « services opérationnels » (nettoyage, sécurité, restauration...) enjeux écologiques et sociaux. Pour les prestations intellectuelles, réduction des déplacements de personnes, prime à la proximité, nouveaux conseils en DD, éco-conception...</b>	<b>Croissance lente de proximité, décroissance de la publicité et du marketing.</b>
<b>Hôtellerie-restauration tourisme</b>	<b>Secteur frappé par la crise des transports motorisés sur longue distance, mais prime au tourisme et à la restauration de proximité sous contrainte écologique d'approvisionnement</b>	<b>Réduction probable de l'emploi, très forte pour le tourisme « au loin ». Prime à la restauration de proximité liée à des fournisseurs de proximité.</b>

<b>Services à la petite enfance et aux personnes âgées</b>	<b>Passer à des solutions universelles associées à des droits sous contraintes de respect de l'environnement, réflexions sur les avantages et inconvénients des solutions au domicile ou en dehors. Professionnalisation.</b>	<b>Fortes croissances mobilisant des financements publics.</b>
<b>Administrations locales</b>	<b>Seront de plus en plus cruciales pour la durabilité. Retour en régie de nombreux services sous-traités au secteur privé dans des conditions insatisfaisantes sur le plan social et écologique.</b>	<b>Croissance</b>
<b>Administrations nationales</b>	<b>Retour à des agences et établissements de proximité, décentralisation mais avec des normes de qualité sociale et écologique. Pour la santé et l'éducation, débat sur les excès de la course aux diplômes et sur l'hypermédicalisation, mais exigences d'égalité fondée sur des droits. De même pour la justice.</b>	<b>Le partage national/local évoluera, mais la part des administrations et services publics devrait progresser. Stagnation dans l'éducation, faible progression dans la santé.</b>

## **Conclusion : la « question sociale » du 21<sup>ème</sup> siècle**

**La plus importante « question sociale » mondiale du 21<sup>ème</sup> siècle sera celle des incidences sociales mondiales de la crise écologique.**

*L'exigence de durabilité porte une exigence d'égalité. Mais cette double exigence sera source de conflits majeurs. Les milieux aisés feront tout pour conserver leurs places écologiquement dispendieuses en réduisant au maximum l'espace écologique utilisé par les personnes situées en bas de l'échelle.*

**L'économie écologique et sociale exigera dans les décennies à venir une plus forte intervention publique et des financements publics plus importants.**

**1) Pour réduire les inégalités d'accès aux « services de la nature » et aux services fondamentaux de la solidarité et du bien-être. En France et dans le monde.**

**2) Pour lancer de nouveaux investissements aidant à la transition vers l'économie écologique. Au Nord et au Sud.**

**3) Parce que les comportements des consommateurs et des entreprises devront être réorientés en utilisant, parmi d'autres outils, des incitations, normes et taxations bien plus fortes, du local au global.**

**Trois grands gisements d'emplois utiles, indépendamment de la RTT :**

- Les gains de qualité et de durabilité**
- La relocalisation et les territoires de proximité**
- L'égalité, la solidarité et la conquête de droits universels, sociaux et écologiques**

**Peu important alors la croissance ou la décroissance, ce qui est visé est l'amélioration du bien-être durable, individuel et collectif. Rien à voir avec un état stationnaire. Et encore moins avec une régression.**